



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt cinq, le quinze décembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 décembre 2025 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 29

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Andrée BAR, Romain DELAMARE, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 3

Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Romain DELAMARE est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 15 décembre 2025

M_DL251215_198

RESSOURCES HUMAINES - PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE - SANTE - FIXATION - AUTORISATION

M Jérôme DUBOST – Maire : La protection sociale complémentaire santé vise à compléter les remboursements de la Sécurité Sociale pour les frais médicaux liés à la maladie, l'accident ou la maternité. Depuis le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011, les collectivités territoriales ont la faculté de participer financièrement à ces garanties, selon deux modalités :

- La labellisation : l'employeur verse une aide aux agents ayant souscrit un contrat individuel labellisé par un organisme agréé.
- La convention de participation : l'employeur souscrit un contrat collectif après mise en concurrence, et verse sa participation aux agents adhérant à ce contrat.

La réforme de la Protection Sociale Complémentaire, issue de l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 et du décret n°2022-581 du 20 avril 2022, rend obligatoire la participation financière des employeurs publics à compter du 1^{er} janvier 2026 pour les garanties santé, avec un montant minimum de 15 € par mois et par agent.

La Ville de Montivilliers avait initialement opté, en 2011, pour le dispositif de labellisation, avec une participation annuelle de :

- 24 € pour les agents de catégorie A,
- 72 € pour la catégorie B,
- 108 € pour la catégorie C.

Après consultation des représentants du personnel et un questionnaire adressé aux agents durant l'été 2025, il est apparu que la majorité des agents préférerait maintenir le système de labellisation.

Par conséquent, afin d'offrir aux agents la possibilité de bénéficier d'une couverture santé significative, la Ville propose de porter le montant de sa participation à la somme de 20 € par mois et par agent, soit 240 € annuels, quelle que soit la catégorie, permettant ainsi aux agents de choisir librement leur organisme assureur.

Chaque agent souhaitant bénéficier de cette participation doit remettre annuellement une attestation de sa mutuelle justifiant de la labellisation de son contrat . La labellisation permet en effet de s'assurer que le contrat de mutuelle répond aux critères sociaux et de solidarité définis par le décret n°2011-1474.

Il est rappelé que la participation de la collectivité ne peut en aucun cas être supérieure au coût réel de la cotisation. Le versement de la participation sera réalisé mensuellement.

La Ville de Montivilliers, en attente de transposition réglementaire des dispositions prévues par l'accord national du 11 juillet 2023, et après échange avec les représentants du personnel, a décidé de participer à hauteur de 20 € par mois par agent, de façon identique pour l'ensemble de ses agents.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la mutualité ;

VU le Code de la sécurité sociale ;

VU le Code général de la fonction publique, notamment les articles L.827-1 à L.827-11 ;

VU la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, et notamment son article 40 ;

VU le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

VU le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de PSC et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

VU l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

VU l'avis du Comité Social Territorial en date du 5 Décembre 2025 ;

CONSIDÉRANT

- Qu'à compter du 1^{er} janvier 2025, les employeurs publics doivent participer à la protection sociale complémentaire de leurs agents **sur la partie prévoyance** avec un montant minimum de 7 euros par mois et par agent ;
- Qu'à compter du 1^{er} janvier 2026, ils doivent participer à la protection sociale complémentaire de leurs agents **sur la partie santé** avec un montant minimum de 15 euros par mois et agent ;
- Que la Ville de Montivilliers a fait le choix de participer à la protection sociale complémentaire santé de ses agents sur la base de la procédure de labellisation ;
- Qu'il est proposé de porter le montant de la participation employeur à la protection sociale complémentaire santé des agents à 20 € par mois et par agent, soit un montant supérieur à celui prévu par les dispositions réglementaires ;

Sa commission municipale n°7, Administration générale réunie le 11 décembre 2025, consultée ;

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'accorder** sa participation financière, pour les garanties « santé », aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé de la collectivité en activité ;

- **D'accorder** cette participation dans le cadre de la procédure dite de « labellisation » ;

- **De fixer** le niveau de participation financière de la collectivité à hauteur de 20 € par agent et par mois sous réserve de production des justificatifs de souscription d'un contrat labellisé.

Imputation budgétaire

Exercice

Budget principal

Sous-fonction et rubrique :

Nature et intitulé :

Montant de la dépense : 38 160euros

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

